

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**  
**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**SOMMAIRE**

<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>1199</b>
<b>DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....</b>	<b>1199</b>
<b>BUREAU DU MANAGEMENT STRATEGIQUE DES SERVICES DE L'ETAT ET DES AFFAIRES FINANCIERES.....</b>	<b>1199</b>
Arrêté n° 06.BMSSE.38 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-Yves CHOLLET, directeur départemental des services vétérinaires.....	1199

**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

**DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES**

**BUREAU DU MANAGEMENT STRATEGIQUE DES SERVICES DE L'ETAT ET DES AFFAIRES FINANCIERES**

**Arrêté n° 06.BMSSE.38 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-Yves CHOLLET, directeur départemental des services vétérinaires**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code Rural modifié ;  
Vu le Code de la Santé Publique modifié ;  
Vu le Code de l'environnement ;  
Vu le Code de la Consommation ;  
Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;  
Vu le décret n° 84-1191 du 28 décembre 1984 modifié, relatif à l'organisation des services extérieurs du ministère de l'agriculture ;  
Vu le décret 2002-234 du 20 février 2002 portant création de directions départementales des services vétérinaires et modifiant le décret 84-1191 du 28 décembre 1984 relatif à l'organisation des services extérieurs du ministère de l'agriculture ;  
Vu le décret n° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;  
Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions individuelles ;  
Vu le décret n° 2002-235 du 20 février 2002 relatif à l'organisation et aux attributions des directions départementales des services vétérinaires ;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et département ;  
Vu le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude BALAND, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
Vu l'arrêté du 18 septembre 2006 nommant Jean-Yves CHOLLET, directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle ;  
Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Délégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Yves CHOLLET, inspecteur de santé publique vétérinaire, directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle à l'effet de signer les décisions et documents relevant de ses attributions dans les domaines d'activités énumérés ci-après :

**Administration générale :**

- l'octroi de congés et autorisations d'absence des personnels dans le cadre des instructions ministérielles en vigueur, et plus généralement, la gestion du personnel dont les changements d'affectation n'entraînent pas de changement de résidence administrative ;
- la fixation du règlement intérieur d'aménagement local du temps de travail et de l'organisation ;
- le recrutement des personnels temporaires vacataires dans la limite des crédits délégués à cet effet ;
- la commande des matériels, fournitures, véhicules et prestations ;
- la signature des marchés, ordres de service et toutes pièces contractuelles relatives aux travaux d'aménagement et d'entretien des biens immobiliers ;
- le commissionnement des agents des services vétérinaires tel que prévu aux articles L214-20, L221-6, R221-22 du Code Rural et aux articles L514-5 et L514-13 du Code de l'environnement.

**Décisions individuelles dans les domaines suivants :**

**1° Santé Animale :**

- délivrance du mandant sanitaire (articles L221-11, R221-4 et R221-6 du Code Rural) ;
  - désignation des vétérinaires sanitaires (article R221-9 du Code Rural) ;
  - mesures applicables dans les abattoirs et équarrissages (articles R223-20 du Code Rural) ;
  - mises en demeure prononcées en vertu de l'article L215-9 du Code Rural ;
  - toute décision concourant à la prévention de la lutte contre les maladies visées aux articles D223-21, D223-1 du Code Rural.
- Fixation du montant d'estimation des cheptels (arrêté ministériel du 30 mars 2001 modifié fixant les modalités de l'estimation des animaux abattus sur ordre de l'administration)

**2° Reproduction animale :**

- autorisation sanitaire d'utilisation des reproducteurs bovins du Centre d'Insémination Artificielle (article 5 de l'arrêté ministériel du 12 juillet 1994 relatif aux conditions exigées pour l'agrément sanitaire des CIA autorisés) ;
- agrément sanitaire des équipes de transplantation et production embryonnaire dans les espèces ovine et caprine (arrêté ministériel du 31 mars 1994 fixant les conditions sanitaires relatives à la transplantation et aux échanges intracommunautaires d'embryons d'animaux domestiques des espèces ovine et caprine) ;
- agrément sanitaire des équipes de transplantation et production embryonnaire dans l'espèce bovine (arrêté ministériel du 13 juillet 1994 fixant les conditions sanitaires relatives à la transplantation et aux échanges intracommunautaires d'embryons d'animaux domestiques des espèces bovines)

**3° Protection animale :**

- mesures destinées à réduire la souffrance des animaux gravement malades, blessés ou en état de misère physiologique du fait d'un mauvais traitement ou une absence de soin (article R214-17 du Code Rural) ;
- expérimentation animale
- remise en liberté d'animaux (article R214-89 du Code Rural)
- octroi de l'autorisation d'expérimenter (article R214-93 du Code Rural)
- recours à un fournisseur occasionnel (article R214-97 du Code Rural)
- octroi de l'agrément des établissements d'expérimenter (article R214-101 du Code Rural)
- transport des animaux :
- mesures nécessaires pour épargner toute souffrance aux animaux au cours des transports (article R214-58 du Code Rural)
- délivrance du certificat de capacité (animaux domestiques) prévu par l'article L214-6 du Code Rural et par l'article R214-25 du Code Rural

**4° Garde, cession et rassemblement d'animaux :**

- Dérogation à l'interdiction de vente d'animaux de compagnie sur des lieux non réservés à cet effet (article L214-7 du Code Rural)
- Mesures de nature à faire cesser l'insalubrité de locaux d'élevage d'animaux de compagnie destinés à la vente ou de locaux de vente ou de transit d'animaux de compagnie pouvant comprendre l'interdiction de cession (article R214-33 du Code Rural)

- Agréments des négociants, centres de rassemblement et marchés (article L233-3 du Code Rural)
- Mises en demeure de remédier au non respect des conditions d'application (l'article L233-3 du Code Rural)
- Octroi et suspension de l'agrément de centres de rassemblement (arrêté ministériel du 09 juin 1994 relatif aux échanges d'animaux vivants, de semence, embryons et à l'organisation des contrôles vétérinaires)

#### 5° Hygiène alimentaire :

- consignation ou rappel de lots de denrées ou d'animaux (article L232-2 du Code Rural)
- agrément des établissements préparant, traitant, transformant, manipulant ou entreposant des denrées animales ou d'origine animale destinées à la consommation humaine (article L233-2 du Code Rural)
- dispense d'agrément ou retrait de dispense d'agrément des établissements préparant, traitant, transformant, manipulant ou entreposant des denrées animales ou d'origine animale destinées à la consommation humaine (article L233-2)
- attribution de la qualification de vétérinaire officiel (article D224-64 du Code Rural)
- octroi de la patente vétérinaire et médicale (article D224-64 du Code Rural)
- suspension ou retrait de la patente vétérinaire et médicale (articles D224-65 du Code Rural)
- octroi et retrait de la patente sanitaire (arrêté ministériel du 03 août 1984 fixant les conditions de l'attribution et du maintien de la patente sanitaire)
- autorisation d'insufflation mécanique pour la dépouille des agneaux et chevreaux (arrêté ministériel du 17 mars 1992 relatif aux conditions auxquelles doivent satisfaire les abattoirs d'animaux de boucherie pour la production et la mise sur le marché de viandes fraîches et déterminant les conditions de l'inspection sanitaire de ces établissements)
- autorisation de sortie de matériaux spécifié à destination d'un établissement de recherche scientifique (arrêté du 17 mars 1992 relatif aux conditions auxquelles doivent satisfaire les abattoirs d'animaux de boucherie pour la production et la mise sur le marché de viandes fraîches et déterminant les conditions de l'inspection sanitaire de ces établissements)
- dérogation pour l'abattage et la présentation de volailles à usage gastronomique reconnu (arrêté ministériel du 17 mars 1994 fixant les conditions sanitaires auxquelles doivent satisfaire les établissements d'abattage de volailles)
- dérogation pour la mise sur le marché local de viandes issues d'ateliers de traitement de faible capacité (arrêté ministériel du 02 août 1995 fixant les conditions sanitaires de collecte, de traitement et de mise sur le marché de viandes fraîches de gibier sauvages).

#### 6° Pharmacie vétérinaire :

- agrément pour la préparation extemporanée des aliments médicamenteux (Code de la Santé Publique L5143-3 et R5143-2)

#### 7° Alimentation animale :

- agrément et enregistrement des établissements d'alimentation animale (article L235-1 du Code Rural)
- agrément et enregistrement des établissements d'alimentation animale (articles 9 et 11 de l'arrêté ministériel du 28 février 2000 relatif à l'agrément et à l'enregistrement de certains établissements et intermédiaires dans le secteur de l'alimentation animale)

#### 8° Désinfection :

- ordre d'exécution de mesures de nettoyage et de désinfection préconisées par le vétérinaire sanitaire dans les lieux de rassemblement ouverts au public (article L214-16 du Code Rural)
- ordre d'exécution de mesures de nettoyage et de désinfection préconisées par le vétérinaire sanitaire dans les foires et marchés communaux (article L214-17 du Code Rural)
- interdiction d'utilisation des lieux de rassemblement d'animaux insalubres (article L214-18 du Code Rural).

#### 9° Protection de la nature :

- délivrance, suspension, retrait des certificats de capacité (article R213-4 du Code de l'environnement)
- autorisation d'ouverture d'établissements d'élevage d'animaux d'espèces non domestiques (articles 4136-7, R413-18 et R413-21 du Code de l'environnement)
- autorisation de transport (arrêté du 30 juin 1998 fixant les modalités d'application de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction et du règlement (CE) n° 338/97 du Conseil Européen et (CE) n° 939/97 de la Commission Européenne).

#### 10° Echanges internationaux :

- agrément des opérateurs en échanges intra-communautaires et exportations (articles L236-2 et 17 de l'arrêté du 09 juin 1994 relatif aux règles applicables aux échanges d'animaux vivants, de semences et embryons et à l'organisation des contrôles vétérinaires)
- enregistrement des opérateurs (articles L236-8 du Code Rural et 7 de l'arrêté du 09 juin 1994 relatif aux règles applicables aux échanges d'animaux vivants, de semences et embryons et à l'organisation des contrôles vétérinaires et à l'article 7 de l'arrêté du 11 mars 1996 relatif aux règles sanitaires et aux contrôles vétérinaires applicables aux produits d'origine animale provenant d'un autre état membre de la Communauté européenne et ayant le statut de marchandises communautaires)
- agrément des établissements d'importation des poissons, mollusques et crustacés aquatiques vivants (article 9 de l'arrêté ministériel du 19 juillet 2002 fixant les conditions sanitaires pour l'importation et le transit, sur le territoire métropolitain et les départements d'outre-mer, des animaux vivants et de certains de leurs produits visés à l'article L236-1 du Code Rural)

#### 11° Répression des fraudes :

- rappel de denrées alimentaires, matières premières (articles L218-4 et L218-5 du Code de la consommation)
- ordre d'utilisation à d'autres fins, de réexpédition ou de destruction de denrées (article L218-4 du Code de la consommation)

#### 12° Laboratoires d'analyses :

- délivrance de la reconnaissance des laboratoires d'analyses dans le domaine alimentaire et vétérinaire (article R202-23 du Code Rural)
- La délégation de signature attribuée à Monsieur Jean-Yves CHOLLET s'étend aux décisions individuelles négatives ou de refus relevant de ses attributions dans les matières citées ci-dessus

**ARTICLE 2 :** En cas d'empêchement ou d'absence simultanés de M. Jean-Yves CHOLLET, les délégations de signature qui sont conférées par l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, seront exercées par :

- Madame NICOLEY Catherine, inspecteur de la santé publique vétérinaire

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame NICOLEY Catherine par :

- Monsieur LAMBERT Yves, inspecteur de santé publique vétérinaire

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Lambert Yves par :

- Madame DELEPORTE Anne, inspecteur de la santé publique vétérinaire

Madame Marie-Clothilde KIPP, attaché, pour les décisions relevant du domaine de l'administration générale

**ARTICLE 3 :** Demeurent réservées à la signature de Monsieur le Préfet, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au premier ministre,
- 2) aux ministres,
- aux parlementaires,
- 4) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5) au président du conseil général,
- 6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy

**ARTICLE 4 :** Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 5 :** L'arrêté préfectoral n° 04 BODE.INT.69 du 20 décembre 2004 est abrogé

**ARTICLE 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à M. le trésorier-payeur général.

Fait à Nancy, le 7 octobre 2006

Le Préfet,  
Claude BALAND

